

Démarche	: Signalement d'alerte interne auprès du référent alerte du pôle ministériel chargé des territoires et de la transition écologique
Organisme	: Secrétariat du collège référent déontologue et référent alerte (SG/DRH/CMGP/ATC/BPR)

Identité du demandeur

Email	<input type="text"/>
Civilité	<input type="text"/>
Nom	<input type="text"/>
Prénom	<input type="text"/>

Formulaire

L'objet de la démarche est le recueil et le traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte.

Le cadre juridique est fixé par l'arrêté du 12 mars 2025 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte dans les services relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et du ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051363762>).

Définition du lanceur d'alerte :

Bénéficie du statut de lanceur d'alerte toute personne physique qui signale ou divulgue, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des informations portant sur :

- un crime ;
- un délit ;
- une menace ou un préjudice pour l'intérêt général ;
- une autre violation ou une tentative de dissimulation d'une violation ;
- d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ;
- d'un acte unilatéral d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un tel engagement ;
- d'une violation du droit de l'Union européenne ;
- de la loi ou du règlement.

Si les informations n'ont pas été obtenues dans le cadre de ses activités professionnelles, il doit en avoir eu personnellement connaissance.

Vous souhaitez émettre une alerte après avoir obtenu des informations concernant :

Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles

- Un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général ;
- Une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation d'un engagement international régulièrement ratifié ou approuvé par la France ;
- Une violation ou une tentative de dissimulation d'un acte d'une organisation internationale pris sur le fondement d'un engagement international (droit de l'UE compris) ;

Signalement d'alerte interne auprès du référent alerte du pôle ministériel chargé des territoires e

Service d'affectation

Fonctions

Statut

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

- Fonctionnaire titulaire
- Fonctionnaire stagiaire
- Contractuel de droit public
- Contractuel de droit privé
- OPA
- Autres

Le cas échéant, l'identité et les fonctions de la ou des personnes faisant l'objet du signalement.

Le cas échéant, l'identité et les fonctions des victimes ou témoins des faits, avec leur consentement.

Adresse électronique

Si vous ne renseignez pas cette rubrique, vous ne pourrez pas avoir de retour sur le traitement de votre signalement

Numéro de téléphone

Avez-vous formulé une autre alerte interne sur le même objet ?

Cochez la mention applicable

- Oui
- Non

Avez-vous transmis votre signalement à une ou plusieurs autre(s) autorité(s) ?

Cochez la mention applicable

- Oui
- Non

Nom de l'autorité ou des autorités déjà saisie(s)

Décrivez ici précisément les faits que vous voulez signaler

Exposé détaillé des faits, dommages éventuels et circonstances dans lesquelles l'auteur du signalement a eu personnellement connaissance des faits à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Ces faits doivent relever du champ d'application du premier alinéa de l'article 6 de la loi du 9 décembre 2016 modifiée relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, résultant de la loi n°2022-401 du 21 mars 2022 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte.

Signalement d'alerte interne auprès du référent alerte du pôle ministériel chargé des territoires et de l'aménagement du territoire

Voir également l'arrêté du 12 mars 2025 relatif aux procédures de recueil et de traitement des signalements émis par les lanceurs d'alerte dans les services relevant du ministère de l'aménagement du territoire et de la décentralisation et du ministère de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche.
(<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000051363762>)

Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Déposez ici les éventuelles pièces qui étayent votre signalement :

J'atteste sur l'honneur avoir pris connaissance des cas d'exclusion de l'outil démarches simplifiées.

L'homologation du Service ne couvre pas le traitement des données sensibles au sens des articles 9 et 10 du RGPD : données révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions.

Cochez la mention applicable

Oui

Non

J'atteste sur l'honneur effectuer ce signalement de bonne foi et sans contrepartie financière directe.

Cochez la mention applicable

Oui

Non